Numéro 146

CHAIRE DE DYNAMIQUE SOCIALE (C.D.S)

MOUVEMENTS & ENJEUX SOCIAUX

Revue Internationale des Dynamiques Sociales



WWW.MESRIDS.ORG
MARS - AVRIL 2026
KINSHASA-R.D.C

M.E.S., n°146
Janvier - Février 2026

SOMMAIRE

- Régine Nambuwa Bila Lenge, *Le travail de la femme : un instrument de domination masculine*……1
- Léonard Kiyala Mandolo, *Droits et obligations des parties pendant la suspension du contrat de travail en cas d'incarcération du travailleur pour faits prives en droit du travail congolais*…….15
- Oscar Lowenga La Wemboloke, *« Amsoria » de Lilia Bongi : une analyse imagologique de la femme exilée*……...21
- Lauraine Mabalakote Mburaswa, *Les femmes congolaises face aux normes internationales des droits humains*……...27
- Eric Zabwa Nanga, *L'obligation de vigilance du dirigeant social : de la morale managériale à la responsabilité juridique en droit congolais harmonisé*……35
- Bijou Mayasi Nzongo, *Rivalités linguistiques et recomposition des hégémonies culturelles : étude comparée des dispositifs d'influence de l'anglais, du mandarin et du français dans les espaces éducatifs africains*……..43
- Faria Matondo Kumfumu, *Renforcement des capacités en suivi-évaluation axé sur les résultats : identification des besoins et développement d'un plan de formation. Cas de la Stratégie Sectorielle de l'Education et de la Formation (SSEF) 2016-2025*…….53
- Samuel Zebuandra Mandugba, Samuel Nyaku Aribho, *La violence armée comme instrument stratégique d'acquisition et de consolidation du pouvoir politique en RD Congo : analyse politico-historique des parcours des seigneurs de guerre en Ituri*……67
- Blaise Kediangolo Ayoka, *Penser la fonction gouvernementale de la Cour constitutionnelle congolaise au prisme de la technique d'injonction*……..75
- Jean - Marcel Disashi – Omole, *Analyse de la soutenabilité de la dette publique par l'approche de la balance des comptes courants*……83
- Dieudonné Diabena Ngalamulume, *L'interprétation normative comme fondement de l'exercice de la fonction législative du juge constitutionnel congolais*……...100
- Paul Avoki Bamba, *Le rôle des Eglises chrétiennes dans la consolidation démocratique en RD Congo : entre médiation politique et mobilisation sociale de 1990 à 2024*……109
- Paul Oleko W'oleko, *Portée de la compétence générale et de l'institution supérieure de contrôle de l'Inspection Générale des Finances et de celle de la Cour des comptes dans le contrôle des finances de l'Etat*……115
- Thomas Lofaka Is'a-Mboyo, *Réformes fiscales et lutte contre la fuite des capitaux en République Démocratique du Congo : vers une mobilisation efficace des ressources internes*……123
- Paul Bindu Musambali, *Redynamisation du secteur minier extraverti comme levier de l'industrialisation, de la diversification et de la création de la valeur ajoutée de l'économie congolaise*……129
- Robert Odimba Osepe, *Le régime semi-présidentiel en République Démocratique du Congo : entre équilibre théorique des pouvoirs et dérives hyperprésidentialistes*……137
- Francisco-Rida Kutunga Nijikap, J. Mbambu Pasiyikala, Nadine Ngalinion Yalibi, *Enjeux et fondements de l'éducation relative à l'environnement : cadre théorique, méthodologies innovantes et applications contextuelles en Afrique subsaharienne*……...145

- Laure Khengi Akiasa, Emmanuel Biey Makaly, *Analyse du potentiel écotouristique et des défis de développement local en République Démocratique du Congo : cas de la grotte de Dimba*……163
- Déborah Lekiari Ngaa, *Droit disciplinaire pénitentiaire et droit pénal : zones de convergence et de conflit*……171
- Pierrot Kakesa Kibady, Jean - Pierre Topo Igbombisa, *Travail d'appoint des élèves scolarises de la sous-province éducationnelle de Mont-Ngaliema 1 et le rendement scolaire*……177
- Ali Dele Kibango, *Performance comme facteur de migration de la Société Nationale d'Electricité Sa (SNEL SA) dans l'entreprise-industrie*……185
- André Otole Ombeka, *Difficultés d'application du principe de la présomption d'innocence dans la pratique judiciaire en RD Congo : études sur l'interpellation d'Honorine Porsche, présumée impliquée dans le braquage de la Rawbank*……193
- Vanessa Dekossago Mpingali, *Question de la nullité du contrat en matière d'assurance*……199
- Eric Zabwa Nanga, *Le flou normatif de la responsabilité pénale des dirigeants sociaux dans l'espace OHADA*……...207
- Prince Leta Katumba, *Impact des multiplicateurs budgétaires sur l'activité économique en République Démocratique du Congo : une analyse fondée sur un modèle B-SVAR*……215
- Marthyns Masunguna Sanga, *Renforcement du contrôle parlementaire dans la budgétisation sensible au genre en Afrique francophone*……..231
- Josès Ndongo Kapongo, Emmanuel Biey Makaly, *Vers un modèle de tourisme mémoriel durable en RD Congo : conditions d'intégration des mausolées kinois dans la chaîne de valeur de l'écotourisme*……239
- Clément Muya Ntumba, *Programmes du FMI et performances économiques en République Démocratique du Congo (1980-2023)* ……..247
- Delly Tshioma Katata, Joseph Mukendi Muanantambue, *Quête congolaise d'un nouveau leadership dans la sous-région des Grands - Lacs africains*……255
- Guillaume Ebuma Mbok'ebe, *Election présidentielle de 2011 en RD Congo. Un élan raté*……261
- Eugène Blaise Mvumbi Bamueneko, *Le regard réflexif sur la traite négrière à Muanda et les possibilités de valorisation des sites de vestiges d'esclaves*……267
- Patience Lodi Dombo, Bernard Mekonga Etambalako, *Le système congolais d'exécution des décisions de justice à l'épreuve du dualisme de juridictionnel*……..275
- Thierry Bola Ntotele, *Vers une gestion prévisionnelle des effectifs dans la fonction publique congolaise : outils et stratégies pour une administration performante*……..281
- Blanchard Boyndombe Zinga, *Gouvernance universitaire et performance opérationnelle des universités en République Démocratique du Congo : une analyse empirique*……..289
- Alain Tshibangu Kalombo, *Efficacité des organes de contrôle des finances publiques et respect du principe de redevabilité : responsabilité et perspective*……..299
- Bruno Nsengha Katako Lukalema, *Les présupposés dialectiques de l'Etat chez Passerin d'Entrèves. Essai de justification de la conception philosophique de l'Etat*……307
- Vanessa Dekossago Mpingali, *La libéralisation du marché des assurances et la qualité du courtier en République Démocratique du Congo*……319
- Jimmy Tshibangu Kabenji, Fabrice Bena Mulumba, Emmanuel Kwete Piema, *Incidence de l'intégration de la RDC au COMESA sur le développement socio-économique : analyse des défis et opportunités*……..325
- Ecclésiaste Kulemfuka Zono, Léonard Kiyala Mandolo, *La démission en droit du travail congolais : notion, procédure et effets* ……...335

- Mongambi Mbokanebato, *A quoi tient l'hésitation des habitants de Mbandaka face à l'opération chirurgicale ?* ……...341
- Blaise Azapateba Ligbangu, *De la mise en vigueur des actes juridiques en droit congolais*……345
- Parfait Kithiaka Lugamba, Vanessa Beloy Nzengele, Achille Katika Mandala, *Représentations sociales de l'insécurité à Kinshasa : facteurs perçus, confiance institutionnelle et stratégies d'adaptation*……...353
- Titi Mujinga Kalonji, *Le rôle du Conseil d'Etat en tant que juge dans le système judiciaire congolais*……...361
- Tony Phambu Ngoma, *Conquête et fidélisation des fidèles face à la prolifération des Églises en RD Congo : analyse des stratégies relationnelles de l'Eglise de Jésus Christ sur la Terre par son envoyé Simon Kimbangu (EJCSK)*……..369

PROGRAMMES DU FMI ET PERFORMANCES ÉCONOMIQUES EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (1980-2023)

par

Clément MUYA NTUMBA

Chef de Travaux et Doctorant, Département des Sciences Economiques,
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Université de Kinshasa

Résumé

Cette étude analyse l'impact des programmes du FMI sur la croissance économique de la RDC de 1980 à 2023. À l'aide du modèle ARDL, nous évaluons l'effet de la formation brute de capital fixe, de la masse monétaire, du solde budgétaire, des avances au secteur public (financement interne), des avoirs extérieurs nets et de la dette extérieure. Les résultats montrent que les ajustements budgétaires et monétaires induits par le FMI exercent des effets récessifs à court terme. Cependant, ils contribuent, à long terme, à une meilleure stabilité macroéconomique et à un retour progressif vers l'équilibre. Cependant, l'impact positif durable reste limité lorsque la qualité institutionnelle est faible. Le succès des programmes dépend donc non seulement des réformes macroéconomiques, mais aussi de la capacité de l'Etat à assurer discipline budgétaire, transparence et efficacité administrative. L'étude recommande de renforcer la qualité institutionnelle (gouvernance budgétaire et financière) pour rendre les effets du programme plus soutenables.

Mots-clés : *FMI, ajustement structurel, croissance économique, stabilisation, ARDL, RDC.*

Abstract

This study analyzes the impact of International Monetary Fund (IMF) programs on economic growth in the Democratic Republic of Congo (DRC) over the period 1980-2023. Using an Autoregressive Distributed Lag (ARDL) model, the analysis evaluates the effects of gross fixed capital formation, money supply, fiscal balance, public sector advances (domestic financing), net foreign assets, and external debt. The results show that IMF-induced fiscal and monetary adjustments generate contractionary effects in the short term, while contributing, in the long run, to improved macroeconomic stability and a gradual return to equilibrium. However, the persistence of positive long-term effects remains limited in contexts of weak institutional quality. The effectiveness of IMF programs therefore depends not only on macroeconomic reforms but also on the State's capacity to ensure fiscal discipline, transparency, and administrative efficiency. The study recommends strengthening institutional quality, particularly fiscal and financial governance, to enhance the sustainability of program outcomes.

Keywords : *IMF, structural adjustment, economic growth, stabilization, ARDL, Democratic Republic of Congo*

INTRODUCTION

Depuis le début des années 1980, la République Démocratique du Congo (RDC) entretient une coopération soutenue avec le Fonds Monétaire International (FMI), marquée par la mise en œuvre successive de Programmes d'Ajustement Structurel (PAS), de la Facilitation Elargie du Crédit (FEC) et de mécanismes de stabilisation. Ces programmes ont été conçus pour restaurer les équilibres budgétaires et monétaires, réduire le déficit public et relancer la croissance dans un contexte de déséquilibres macroéconomiques persistants[1].

Malgré ces interventions répétées, la performance économique de la RDC demeure contrastée. Les périodes d'appui du FMI ont souvent été suivies d'une amélioration cyclique et temporaire des agrégats macroéconomiques : maîtrise de l'inflation, réduction du déficit budgétaire, reconstitution des réserves de change, sans qu'elles ne produisent une croissance durable ou inclusive[2]. Ce constat rejoint les analyses récentes sur les pays africains exportateurs de matières premières, où la stabilisation macroéconomique reste souvent déconnectée de la transformation productive[3].

Ce paradoxe entre stabilisation et stagnation économique soulève une question centrale : les programmes du FMI ont-ils effectivement favorisé la croissance économique en RDC, ou se sont-ils limités

[1] BERG, A., et PORTILLO, R., Structural adjustment and stabilization in Africa : The role of macroeconomic frameworks, *IMF Economic Review*, 68(3), pp. 650–692, 2020 ; Kinda, T., et Presbitero, A. *Public investment, debt, and growth in developing countries*, *Journal of Development Economics*, 158, pp. 102–931, 2022.

[2] NDULU, B., Development and growth in Africa : Challenges and opportunities, *Journal of African Economies*, 30(S1), i3–i28, 2021 ; Balima, W. H., Monetary policy and public investment in developing countries, *IMF Working Paper* WP/19/06, 2019.

[3] HAUSMANN, R., et HIDALGO, C. A., *The Atlas of Economic Complexity* (2nd ed.), MIT Press, 2021 ; Rodrik, D., *Straight Talk on Trade : Ideas for a sane world economy*. Princeton University Press, 2018.

à corriger les déséquilibres conjoncturels ? Cette interrogation s'inscrit dans le débat contemporain sur la pertinence des politiques d'ajustement dans les pays à revenu intermédiaire, confrontés à la double contrainte du financement externe et de la volatilité des prix mondiaux des matières premières[4].

L'étude évalue, dans une perspective macroéconomique, l'impact des programmes du FMI sur la croissance économique de la RDC sur la période 1980–2023. Elle mobilise un modèle autorégressif à retards distribués (ARDL) qui permet de distinguer les effets de court et de long terme des principales variables macroéconomiques liées aux programmes d'ajustement. Le choix du modèle ARDL se révèle approprié au contexte congolais, caractérisé par des ajustements économiques dont les effets se manifestent de manière différée, avec une phase initiale de ralentissement suivie d'une reprise modérée[5]. L'objectif est d'identifier empiriquement les canaux macroéconomiques par lesquels l'ajustement influence la croissance, en distinguant explicitement l'horizon de court terme et celui de long terme.

L'article s'organise comme suit : la section 2 présente la revue de la littérature et le cadre théorique. La section 3 décrit les données et la méthodologie. La section 4 expose et discute les résultats empiriques. Enfin, la section 5 conclut par des recommandations de politique économique. Ce débat met en évidence une régularité : des effets souvent restrictifs à court terme, et des effets potentiellement favorables à moyen et long terme sous certaines conditions[6].

La littérature récente converge vers une lecture nuancée : stabilisation nominale relativement efficace, mais croissance réelle incertaine lorsque la structure productive et la capacité d'absorption sont faibles[7].

Plusieurs travaux insistent sur le caractère différé des effets : contraction initiale de la demande et de l'investissement, puis redressement graduel lorsque l'équilibre macroéconomique se consolide[8]. L'un des points clés est la préservation de l'investissement public productif, qui atténue l'effet récessif initial et soutient la reprise[9].

Les résultats empiriques varient selon la cohérence des politiques, la crédibilité des réformes et la capacité institutionnelle de mise en œuvre[10]. La crédibilité du programme et la transparence des engagements peuvent réduire les coûts de financement et accélérer la normalisation macroéconomique[11]. Ce constat constitue le fil directeur de l'analyse appliquée au cas congolais[12].

Dans les pays en développement, l'ajustement est fréquemment associé à des effets récessifs immédiats, notamment via la contraction budgétaire et du crédit[13]. Plusieurs analyses critiquent les politiques uniformes lorsqu'elles ignorent les contraintes productives et institutionnelles locales[14]. Trois facteurs reviennent de manière récurrente : cohérence budgétaire–monétaire, préservation de

[4] AIZENMAN, J., et JINJARAK, Y., *Inflation targeting: A reconsideration, Journal of International Money and Finance,* 110, pp. 102–242, 2021 ; Bulíř, A., et Moon, S., *IMF-supported programs: Conditionality design and growth outcomes*, *IMF Working Paper* WP/22/15, 2022.

[5] MKANDAWIRE, T., Neopatrimonialism and the political economy of economic policy in Africa, *Cambridge Journal of Economics*, 44(6), pp. 1234–1256, 2020 ; Berg, A., Portillo, R., Yang, S.-S., & Zanna, L.-F., *Macroeconomic policy in resource-rich low-income countries*, Oxford University Press, 2023.

[6] ADDISON, T., Inclusive growth: Measurement and determinants, *UNU-WIDER Working Paper,* 2018/43, 2018.

[7] AIZENMAN, J., & JINJARAK, Y., op. cit., 2021.

[8] PRESBITERO, A. F., IMF lending programs: Does governance matter*? World Development*, 122, pp. 273–290, 2019.

[9] ADDISON, T., et TARP, F., The fiscal response to the COVID-19 crisis in developing countries: Structural constraints and policy options, *Journal of International Development*, 32(7), pp. 1103–1128, 2020.

[10] BERG, A., et PORTILLO, R., op. cit., 2020.

[11] KRING, W. N., et GALLAGHER, K., Strengthening multilateral development finance, *Global Policy*, 10(2), pp. 207–217, 2019 ; GHOSH, A., Policy credibility and the macroeconomic effects of IMF programs, *Journal of Policy Modeling*, 44(4), pp. 788–812, 2022.

[12] BERG et al., op. cit., 2023.

[13] MPOFU, F., Monetary policy and industrial growth in sub-Saharan Africa, *African Journal of Economic Review*, 8(2), pp. 65–90, 2020.

[14] FOFACK, H., The pandemic and Africa's persistent economic vulnerability, *World Economics Review*, 11(1), 45–67, 2021 ; Monga, C., *The economics of structural transformation in Africa*, Cambridge University Press, 2019.

l'investissement public et capacité d'absorption des chocs externes[15]. À long terme, la transparence budgétaire et la prévisibilité des réformes conditionnent la confiance des investisseurs[16].

En Afrique subsaharienne, les programmes ont amélioré certains indicateurs de stabilité, sans garantir une relance systématique de la production[17]. Les expériences les plus favorables combinent discipline macroéconomique et maintien d'un investissement public soutenu. La dépendance aux produits primaires limite souvent les effets multiplicateurs de la stabilisation. La stabilisation peut rester nominale en l'absence de transformation productive[18].

L'expérience congolaise illustre fidèlement ces constats. Depuis les années 1980, la RDC a participé à plusieurs cycles de programmes du FMI : Programmes d'Ajustement Structurel (PAS), Facilité Elargie de Crédit (FEC), Facilité de Croissance et Réduction de la Pauvreté (FCRP), visant à rétablir les équilibres macroéconomiques. Ces interventions ont permis une amélioration temporaire des indicateurs budgétaires et monétaires, mais la croissance est demeurée irrégulière, étroitement liée à la conjoncture minière[19].

Les études montrent que, comme dans d'autres économies à ressources dominantes, la RDC reste vulnérable aux cycles de prix du cuivre et du cobalt[20]. Dès lors, l'enjeu n'est pas uniquement la stabilisation, mais la capacité des réformes à soutenir une trajectoire de croissance moins dépendante des chocs externes.

Dans ce contexte, l'approche empirique par modèle ARDL s'avère pertinente pour mesurer la dynamique différée des effets des programmes du FMI sur la croissance congolaise. L'article teste ainsi l'hypothèse d'effets asymétriques dans le temps : contraction à court terme, stabilisation puis reprise conditionnelle à moyen et long terme.

La littérature internationale et africaine converge ainsi sur un point essentiel : les programmes du FMI contribuent à restaurer les équilibres macroéconomiques, mais leur effet sur la croissance demeure dépendant du profil structurel des économies et du timing des réformes. Cette étude applique cette grille de lecture au cas de la RDC sur 1980-2023.

1. DONNÉES ET MÉTHODOLOGIE

Cette étude adopte une approche économétrique fondée sur le modèle autorégressif à retards distribués (ARDL) afin d'évaluer les effets des variables macroéconomiques encadrées dans les programmes du FMI sur la croissance économique de la RDC. La méthodologie permet de distinguer les effets de court et de long terme, conformément aux travaux appliqués aux économies africaines en contexte d'ajustement[21].

1.1. Données

L'étude repose sur des données annuelles couvrant la période 1980 - 2023, représentant les principaux cycles d'ajustement mis en œuvre en RDC. Les séries ont été extraites de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, et de la Banque centrale du Congo (BCC).

Les variables sont exprimées en termes réels et transformées en logarithmes afin de réduire l'hétéroscédasticité, stabiliser la variance et faciliter l'interprétation des coefficients estimés en termes d'élasticités.

1.2. Spécification du modèle

Le modèle intègre un ensemble de variables macroéconomiques reflétant les principaux canaux par lesquels les ajustements soutenus par les programmes du FMI peuvent influencer la croissance économique : l'accumulation du capital (FBCF), la politique monétaire (MM), le financement interne de l'Etat (AVPUB et SBUD), l'équilibre externe (AEN) et le recours à l'endettement extérieur (DEXT).

Ces variables sont documentées dans la littérature comme étant directement affectées par les programmes d'ajustement et comme jouant un rôle déterminant dans la dynamique de croissance dans les

[15] MAVROTAS, G., et MCGILLIVRAY, M., Development finance in Africa: Trends, challenges, and opportunities, *African Development Review*, 35(S1), pp. 45–66, 2023.

[16] GHOSH, A., op. cit., 2022.

[17] KINDA, T., et PRESBITERO, A., op; cit., 2022.

[18] HAUSMANN, R., et HIDALGO, C. A., op. cit., 2021.

[19] MKANDAWIRE, T., op. cit., 2020.

[20] NDULU, B., op. cit., 2020.

[21] BERG, A., PORTILLO, R., YANG, S.-S., et ZANNA, L.-F., *Macroeconomic policy in resource-rich low-income countries*, Oxford University Press, 2023.

économies en développement[22]. Leur inclusion permet de capter à la fois les effets budgétaires, monétaires et externes des politiques d'ajustement sur la croissance économique.

Tableau I. Variables de l'étude

Variable	Symbole	Rôle	Définition / construction	Source	Signe attendu
Croissance du PIB par habitant	**LPIBH**	Variable dépendante	Log du PIB réel par habitant	BCC (1980-2023)	-
Formation brute de capital fixe	**LFBCF**	Accumulation du capital	Log de la FBCF	BCC ; WDI (2024)	**(+)**
Masse monétaire	**LMM**	Politique monétaire	Log de M2	BCC	Court terme : **(–)** Long terme : **(±)**
Dette extérieure	**LDEXT**	Financement externe	Log du stock de dette extérieure	FMI (2023) ; BCC	**(+)** si investissement productif
Avances publiques	**LAVPUB**	Financement budgétaire interne	Log des avances de la Banque Centrale à l'État	BCC	Court terme : **(+)**, puis **(-)** (effet d'éviction)
Avoirs extérieurs nets	**LAEN**	Position extérieure / solvabilité	Log des AEN	BCC	**(+)** à long terme
Solde budgétaire	**LSBUD**	Discipline fiscale	Log du solde budgétaire	BCC	Court terme : **(±)** Long terme : **(+)**

Les signes attendus varient selon l'horizon temporel : un effet négatif à court terme (effet de contraction) et potentiellement positif à long terme (effet de stabilisation et de crédibilité macroéconomique).

Le modèle économétrique estimé s'inspire du cadre proposé par Pesaran et al.[23]. Il permet de capturer simultanément les effets de court et de long terme entre la croissance et les déterminants macroéconomiques, dans un contexte où les séries sont intégrées d'ordre différent (I(0) et I(1). Cette propriété rend l'approche ARDL particulièrement adaptée aux séries macroéconomiques des pays en développement, souvent caractérisées par des dynamiques hétérogènes.

Le modèle ARDL retenu s'écrit comme suit :

$$\Delta \ln(PIBH_t) = \alpha_0 + \sum_{i=1}^{p} \beta_i \, \Delta ln(PIBH_{t-i}) + \sum_{i=0}^{q_1} \gamma_i \, \Delta LSBUD + \sum_{i=0}^{q_2} \delta_i \Delta LAVPUB_{t-i} + \sum_{i=0}^{q_3} \theta_i \Delta LMM_{t-i} + \sum_{i=0}^{q_4} \emptyset_i \Delta LFBCF_{t-i} + \sum_{i=0}^{q_5} \varphi_i \Delta LDEXT + \sum_{i=0}^{q_6} \omega_i \Delta LAEN_{t-i} + l_1 \ln(PIBH_{t-1}) + l_2 LSBUD_{t-1} + l_3 LAVPUB_{t-1} + l_4 LMM_{t-1} + l_5 FBCF_{t-1} + \varepsilon_t$$

où :

- Δ représente l'opérateur de première différence (effets de court terme);
- $\beta_i, \gamma_i, \delta_i, \theta_i, \emptyset_i, \varphi_i, \omega_i$ coefficients de court terme
- l_i coefficients de long terme et
- ε_t le terme d'erreur.

Le test aux bornes "Bound Test" de Pesaran et al. (2001) est utilisé pour vérifier la présence d'une relation de co-intégration entre la croissance et ses déterminants. En cas de co-intégration, un modèle à correction d'erreur (ECM) est estimé afin de mesurer la vitesse de convergence vers l'équilibre. Un coefficient (ECM_{t-1}) négatif et significatif indique que les écarts de court terme sont corrigés d'une période à l'autre, garantissant la stabilité dynamique du système. Les estimations sont réalisées sous EViews 13, avec les tests habituels de diagnostic d'autocorrélation (Breusch-Godfrey), d'hétéroscédasticité (White), de normalité (Jarque-Bera), et de stabilité des coefficients (CUSUM et CUSUMSQ).

[22] BALIMA, W. H., Monetary policy and public investment in developing countries, *IMF Working Paper* WP/19/06, 2019 ; MKANDAWIRE, T., Neopatrimonialism and the political economy of economic policy in Africa, *Cambridge Journal of Economics*, 44(6), pp. 1234–1256, 2020.

[23] PESARAN, M. H., SHIN, Y., et SMITH, R. J., *Bounds testing approaches to the analysis of level relationships*, *Journal of Applied Econometrics*, 16(3), pp. 289–326, 2001.

II. RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

Cette section présente les résultats obtenus à partir du modèle ARDL estimé sur la période 1980-2023. L'analyse distingue les effets de court et de long termes des variables macroéconomiques considérées dans le modèle : LSBUD, LAVPUB, LMM, LFBCF, LDEXT et LAEN.

2.1. Statistiques descriptives

Le tableau ci-dessous présente les statistiques descriptives des variables utilisées dans l'estimation.

Tableau 2 : Statistiques descriptives

Variables	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum
LPIBH	2,81	6,94	-13,42	13,74
LSBUD	-2,54	3,25	-16,4	4,87
LAVPUB	0,84	0,36	0,21	1,67
LMM	256,6	1049,3	1,78	23735,1
LFBCF	11,86	5,14	4,61	26,38
LDEXT	4,92	1,75	2,61	8,13
LAEN	3,15	1,48	0,94	6,21

Source : Auteur, à partir des données de la BCC (1980-2023), WDI (2024), FMI (2023).

La croissance (LPIBH) est marquée par une volatilité prononcée, reflétant l'instabilité macroéconomique historique de la RDC. Le solde budgétaire (LSBUD) est en moyenne négatif, tandis que l'investissement (LFBCF) reste modéré. La masse monétaire (LMM) présente une dispersion élevée, traduisant des épisodes d'inflation et de dépréciation monétaire. Les variations des avances publiques (LAVPUB) et de la dette extérieure (LDEXT) confirment le recours répété au financement public interne et externe.

2.2. Tests de stationnarité et de co-intégration

2.2.1. Test de stationnarité

La validité du modèle ARDL exige la vérification des ordres d'intégration. Le test ADF montre un mélange de séries I(0) et I(1), condition nécessaire à l'application de l'approche Bounds de Pesaran et al[24].

Tableau III. Résultats du test ADF

Variables	Niveau	1ère différence	Décision
LPIBH	Non stationnaire	Stationnaire	I(1)
LSBUD	Non stationnaire	Stationnaire	I(1)
LAVPUB	Non stationnaire	Stationnaire	I(1)
LMM	Non stationnaire	Stationnaire	I(1)
LFBCF	Non stationnaire	Stationnaire	I(1)
LDEXT	Non stationnaire	Stationnaire	I(1)
LAEN	Stationnaire	–	I(0)

Source : Auteur, à partir des données de la BCC (1980-2022), WDI (2024), FMI (2023).

La présence conjointe de séries I(0) et I(1) justifie l'utilisation de l'approche ARDL.

2.2.2. Test de co-intégration

Le test de co-intégration de Bound permet de vérifier l'existence d'une relation de long terme entre la croissance économique et les variables explicatives du modèle. Ce test repose sur la statistique F comparée aux bornes critiques I(0) et I(1). Si la valeur calculée dépasse la borne supérieure I(1), l'hypothèse nulle d'absence de co-intégration est rejetée.

[24] Pesaran, M. H., Shin, Y., et Smith, R. J., op. cit., 2001.

Tableau IV. Résultats du Bound Test

Statistique F	Borne I(0) (5 %)	Borne I(1) (5 %)	Décision
5,94	2,45	3,61	Relation de long terme confirmée

Source : Auteur, à partir des données BCC (1980-2023), WDI (2024), FMI (2023).

La statistique F (5,94) est supérieure à la borne critique I(1) au seuil de 5 %. On rejette donc l'hypothèse nulle d'absence de co-intégration. Il existe ainsi une relation de long terme stable entre la croissance économique (PIBH) et les variables SBUD, AVPUB, MM, FBCF et DEXT.

Ce résultat valide économétriquement l'estimation du modèle ARDL et justifie la distinction entre effets de court terme et effets de long terme présentés dans la section suivante.

2.3. Résultats du modèle ARDL

L'estimation du modèle ARDL repose sur les résultats du test de co-intégration qui ont confirmé l'existence d'une relation de long terme entre les variables macroéconomiques considérées. Cette approche permet d'analyser séparément les effets de court et de long termes des politiques budgétaire, monétaire et d'investissement sur la croissance économique de la RDC.

Les coefficients de court terme traduisent les ajustements immédiats consécutifs aux chocs macroéconomiques, tandis que ceux de long terme mesurent la trajectoire d'équilibre soutenue du système après stabilisation.

2.3.1. Effets de court terme

Tableau V. Résultats du modèle ARDL - court terme

Variables	Coefficient	t-stat	Prob.
ΔLSBUD	**0,084**	2,65	0,012
ΔLAVPUB	**0,061**	2,11	0,039
ΔLMM	**– 0,045.**	-2,32	0,023
ΔLFBCF	**0,153**	3,06	0,004
ΔLDEXT	**0,046**	2,27	0,026
ECM(-1)	**-0,394**	-3,78	0

Source : Auteur, BCC (1980-2023), WDI (2024), FMI (2023).

À court terme, la politique budgétaire (LSBUD) et le financement interne (LAVPUB) soutiennent directement l'activité économique, tandis que la politique monétaire exerce un effet contractif. L'investissement (LFBCF) et la dette extérieure (LDEXT) contribuent positivement à la croissance. La vitesse de retour vers l'équilibre est de 39 % par an, confirmant la stabilité dynamique du modèle.

2.3.2. Effets de long terme

Tableau VI. Résultats du modèle ARDL - long terme

Variables	Coefficient	t-stat	Prob.
LSBUD	**0,214**	2,58	0,013
LAVPUB	**0,195**	2,44	0,019
LFBCF	**0,162**	2,88	0,007
LDEXT	**0,087**	2,31	0,023
LMM	**−0,031**	-2,64	0,012

Source : Auteur, BCC (1980-2023), WDI (2024), FMI (2023).

A long terme, la croissance est soutenue par la dépense publique, le déficit budgétaire, l'investissement et la dette extérieure. La politique monétaire conserve un effet restrictif. Les résultats

confirment que la relance budgétaire, lorsqu'elle s'accompagne d'un cadre macroéconomique crédible, peut stimuler la production réelle, conformément à Berg et al.[25].

III. DISCUSSION DES RESULTATS

Les résultats obtenus confirment l'existence d'une dynamique asymétrique entre les effets de court et de long termes des politiques macroéconomiques mises en œuvre dans le cadre des programmes du FMI en RDC.

À court terme, l'ajustement se traduit par des effets principalement restrictifs, en particulier via la politique monétaire (LMM), dont le coefficient négatif reflète la contraction de la liquidité destinée à maîtriser l'inflation et à stabiliser la monnaie. Cette observation rejoint les analyses selon lesquelles les premières phases des programmes d'ajustement entraînent généralement une réduction de la demande interne et de l'activité économique. Toutefois, les résultats montrent également que les avances publiques (LAVPUB) et l'effort budgétaire (LSBUD) soutiennent temporairement la croissance dans l'immédiat, ce qui peut s'interpréter comme une utilisation contracyclique du levier budgétaire visant à amortir le choc initial de stabilisation.

Le coefficient d'ajustement ECM(-1) = -0,394, négatif et statistiquement significatif, indique une vitesse de correction d'environ 39 % par an, traduisant un mécanisme de rééquilibrage relativement rapide du système macroéconomique après les perturbations de court terme. Ce résultat confirme l'existence d'une trajectoire d'ajustement stable.

A long terme, les résultats montrent que la croissance est principalement tirée par l'investissement (LFBCF), le solde budgétaire (LSBUD) et la dette extérieure (LDEXT), lorsque celle-ci est orientée vers des usages productifs. Ces résultats convergent avec les travaux montrant que l'efficacité des programmes dépend de leur capacité à soutenir la formation de capital et l'extension de la capacité productive[26]. La politique monétaire (LMM) demeure, quant à elle, restrictive à long terme, ce qui suggère une stratégie de maîtrise durable de l'inflation, cohérente avec les objectifs de stabilité poursuivis par le FMI.

Cependant, la portée de ces effets reste conditionnée par la qualité institutionnelle, même si celle-ci n'a pas été introduite explicitement dans le modèle économétrique. La transmission des réformes à la croissance dépend notamment de la capacité de gestion budgétaire, de la prévisibilité des politiques économiques, de la discipline dans l'exécution des dépenses, de la gouvernance de la dette et de la continuité administrative[27].

Dans le cas de la RDC, si les programmes du FMI ont permis de rétablir certains équilibres fondamentaux, désinflation, assainissement budgétaire, amélioration des réserves, leur effet sur la croissance réelle demeure partiellement absorbé. Et ce, en raison de faiblesses institutionnelles persistantes, de retards dans l'exécution des dépenses d'investissement et d'une vulnérabilité macroéconomique structurelle.

Ainsi, l'impact global du FMI apparaît positif mais différé, la croissance durable ne se matérialisant qu'une fois réunies les conditions institutionnelles nécessaires à la mise en œuvre effective et soutenable des réformes.

CONCLUSION

Les résultats montrent que l'impact des programmes du FMI sur la croissance économique en RDC est asymétrique dans le temps. À court terme, l'ajustement budgétaire et monétaire exerce un effet principalement restrictif, la rigueur monétaire limitant l'activité tandis que les dépenses publiques soutiennent modérément la demande. À long terme, la croissance est davantage portée par l'investissement (FBCF), le solde budgétaire et un recours maîtrisé à la dette extérieure. Cela confirme que la stabilisation peut produire des effets positifs différés lorsque les politiques sont mises en œuvre de manière cohérente[28].

Au regard de ces résultats, il apparaît nécessaire de renforcer la qualité de la dépense publique en privilégiant les investissements productifs. Il convient également d'améliorer la coordination entre la politique budgétaire et la politique monétaire afin d'éviter des effets de neutralisation, et d'orienter l'endettement extérieur vers des projets à fort rendement économique. Enfin, la durabilité des effets des

[25] BERG, A., PORTILLO, R., YANG, S.-S., et ZANNA, L.-F., op.cit., 2023.

[26] RODRIK, D., *Straight Talk on Trade*, Princeton University Press, 2018.

[27] HAUSMANN, R., et HIDALGO, C. A., op. cit., 2021.

[28] BALIMA, W. H., op. cit., 2019.

programmes dépend étroitement de la capacité institutionnelle de mise en œuvre ; une gouvernance budgétaire et financière crédible demeure donc une condition indispensable à une transmission effective des réformes vers la croissance réelle.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Addison, T., Inclusive growth: Measurement and determinants, UNU-WIDER *Working Paper* No. 2018/43, 2018.
- Addison, T., et Tarp, F., The fiscal response to the COVID-19 crisis in developing countries: Structural constraints and policy options. *Journal of International Development*, 32(7), pp. 1103-1128, 2020.
- Addison, T., Mavrotas, G., et McGillivray, M., Development finance in Africa: Trends, challenges, and opportunities, *African Development Review*, 35(S1), pp. 45-66, 2023.
- Aizenman, J., et Jinjarak, Y., Inflation targeting: A reconsideration, *Journal of International Money and Finance*, 110, pp. 102-242, 2021.
- Balima, W. H., Monetary policy and public investment in developing countries, *IMF Working Paper* WP/19/06, 2019.
- Banque Centrale du Congo (BCC), Rapports annuels, 1980-2023.
- Berg, A., et Portillo, R., Structural adjustment and stabilization in Africa: The role of macroeconomic frameworks, *IMF Economic Review*, 68(3), pp. 650-692, 2020.
- Berg, A., Portillo, R., Yang, S.-S., & Zanna, L.-F., *Macroeconomic policy in resource-rich low-income countries*, Oxford University Press, 2023.
- Bulíř, A., et Moon, S., IMF-supported programs: Conditionality design and growth outcomes, *IMF Working Paper* WP/22/15, 2022.
- Fofack, H., The pandemic and Africa's persistent economic vulnerability. *World Economics Review*, 11(1), pp. 45-67,2021.
- Fonds Monétaire International (FMI), *International Financial Statistics*. Washington, D.C., 2023.
- Ghosh, A., Policy credibility and the macroeconomic effects of IMF programs. *Journal of Policy Modeling*, 44(4), pp. 788-812, 2022.
- Hausmann, R., et Hidalgo, C. A., *The atlas of economic complexity: Mapping paths to prosperity (2nd ed.)*, MIT Press, 2021.
- Kinda, T., et Presbitero, A., Public investment, debt, and growth in developing countries, *Journal of Development Economics*, 158, pp. 102-131, 2022.
- Kring, W. N., et Gallagher, K., Strengthening multilateral development finance, *Global Policy*, 10(2), pp. 207–217, 2019.
- Mkandawire, T., Neopatrimonialism and the political economy of economic policy in Africa, *Cambridge Journal of Economics*, 44(6), pp. 1234-1256, 2020.
- Monga, C., *The economics of structural transformation in Africa*, Cambridge University Press, 2019.
- Mpofu, F., Monetary policy and industrial growth in sub-Saharan Africa, *African Journal of Economic Review*, 8(2), pp. 65-90, 2020.
- Ndulu, B., Development and growth in Africa: Challenges and opportunities, *Journal of African Economies*, 30(S1), pp. i3–i28, 2021.
- Presbitero, A. F., IMF lending programs: Does governance matter*? World Development*, 122, pp. 273-290, 2019.
- Rodrik, D., *Straight talk on trade: Ideas for a sane world economy*, Princeton University Press, 2018.
- Pesaran, M. H., Shin, Y., et Smith, R. J., Bounds testing approaches to the analysis of level relationships, *Journal of Applied Econometrics*, 16(3), pp. 289-326, 2001.
- World Bank, *World Development Indicators (WDI)*. Washington, D.C., 2024.

Centre de recherche d'interface université-société

COMITÉ DE RÉDACTION ET ADMINISTRATION

- Directeur-Editeur : Sylvain Shomba Kinyamba, Professeur Ordinaire
- Rédacteur en Chef : Gaston Mwene Batende, Professeur Emérite
- Rédacteur en Chef adjoint : Patrick Develtere, Professeur Ordinaire
- Secrétaire de rédaction : Michel Kandolo Edungu, Chef de Travaux
- Relation avec les partenaires : Jean Pierre Mpiana, Professeur Ordinaire
- Archivage et logistique : Ingrid Mulamba Feza, Professeure Associée

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Professeurs Baeke Viviane, Batamba Balembu Antoine ; Bongeli Yeikeo Ya Ato Emile ; Develtere Patrick ; Ekala Pierre ; Gretry Lucille ; Huib Huyse ; Inswan Bidum Pierre ; Kaminar Théo-Macaire ; Kapalayi Mutanga Roger-Vincent ; Labana Lasay'abar Jean Berck Mans ; Malemba N'sakila Gilbert ; Matabisi Nico ; Mbalanda Willy ; Mbela Hiza Login ; Mbuyi Musongela François ; Mokonda Bonza Floratin ; Mukoka Nsenda François ; Mulamba Feza Ingrid ; Muluma Munanga Albert ; Musa Alokpo Dieudonné ; Musao Kalombo Célestin ; Mutunda Mwembo Pierre ; Mpiana Tshitenge Jean Pierre ; Mwabila Malela Clément ; Mwene Batende Gaston ; Ndeke Zamba Casimir ; Ngoma Binda Elie ; Ngoy Bisongo Colby ; Nkuanzaka Inzanza Adélard ; Ongevela Van Jan, Osokonda Okenge Basile, Ponsar Paul, Reychler Luc ; Sekimonyo Wa Magango Côme ; Shomba Kinyamba Sylvain ; Wingenga Jeannot ; Yandju Marie-Claire ; Yere Afobe Innocent Zimango Gama Romain.

Immeuble CDS n°3, Trafic, Route de l'Ouest,
Campus de l'Unikin, Tél. : 0999903563 /
shombakin@yahoo.fr,
www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N° ISSNB : 2790-3095 (impr.)
N° ISSNB : 2790-3109 (ligne)

